

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1143 du 19 janvier 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1143

**EDITORIAL** : Un millionième pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Nationalisations, réquisitions, spoliations pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Montebourg et les nationalisations p. 4 - Fléxisécurité : cet accord est-il historique ? p. 5 - Vent de sable sur l'Islam p. 5

**CONNAISSANCE DU SOCIALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Un millionième

Dimanche dernier j'étais un parmi le million de manifestants qui ont battu le pavé parisien.

Qu'il me soit permis avant toutes choses de dénoncer les mensonges et les médiocrités qui ont circulé à cette occasion.

Mensonge sur le chiffre d'abord. Le « pointage » de la police donnait 340.000 manifestants dès 16 heures 30, au moment où des colonnes commençaient à peine à s'ébranler depuis la porte Dauphine, la porte d'Italie ou la place Denfert Rochereau. Sans doute en toute bonne foi les policiers ont-ils dénombré les gens qui marchaient à cette heure de l'après midi, mais ils ont dû laisser de côté ceux qui

étaient à l'arrêt parce que les cortèges n'avançaient qu'avec difficulté compte tenu de l'affluence. 340.000 représente donc le nombre de marcheurs en un temps t, mais pas le nombre des manifestants. On saura dans quelque temps approximativement combien ils étaient. Radio Notre Dame (des menteurs sans doute) a tenu de bonne source que le chiffre pourrait être de 1.300.000. On peut aussi dénombrer le nombre de bus, de trains. Il est à remarquer qu'à aucun moment des prises de vue aériennes par hélicoptère n'ont été réalisées, l'opinion publique aurait sans doute été mieux (trop bien ?) informée de l'importance de ces cinq colonnes qui ont convergé vers le Champ de Mars. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Un millionième (suite)

Médisances socialistes sur-le-champ : « les organisateurs n'ont pas réussi leur opération », « une manifestation d'intolérance, car ces gens refusent l'évolution et s'opposent à un droit » (je ne savais pas que le mariage pour tous était « de droit naturel »), en dépit de la « consistance » (Elysée) du mouvement, le gouvernement « ne changera rien et garde toute sa sérénité » (tranquillité et force de caractère de Monsieur Sapin).

Mensonges et médisances auront été peines perdues. Tout d'abord il y a eu assez de commentaires pour classer cette manifestation comme la plus importante depuis celle du 24 juin 1984 en faveur de la liberté scolaire. Ensuite il n'y a pas eu le moindre incident dans les cortèges, la dissolution s'est faite dans le calme ; d'ailleurs les slogans et les chants étaient volontairement modérés et plus humoristiques qu'agressifs. Autour de moi, des jeunes ont lancé : « François maries toi ». Bien trouvé.

Enfin il se pourrait, si besoin était, que les Français se retrouvent encore plus nombreux dans quelques semaines si d'aventure le Président, le gouvernement et le Parlement n'écoutaient pas leur conscience pour s'en tenir à leur idéologie iconoclaste et leurs calculs électoraux.

Les organisateurs ont donc à mon sens largement relevé le défi.

Si l'on passe du quantitatif au qualitatif, on n'a pas manqué d'observer que ces manifestants étaient faits de jeunes, de beaucoup de jeunes, comme de vieux, de provinciaux comme de franciliens, de familles avec papa, maman et les enfants, dont certains dans leur poussette. Des

« cathos » sans doute en majorité, mais aussi des autres, chrétiens, musulmans ou juifs, ou athées, agnostiques. Il était donc difficile de caricaturer les manifestants comme des militants de l'extrême droite, et de conclure que l'on a assisté à la « reconstitution de la droite ». D'ailleurs, sur la tribune du Champ de Mars, et dans les interviews qui s'y organisaient, la parole a été donnée à des personnes de toutes opinions, et des hommes politiques de gauche (tel le maire de Lyon) se sont prononcés dans le même sens et souvent avec les mêmes mots que les organisateurs.

Je crois précisément que le grand intérêt de cette manifestation est d'avoir été ce que l'on pouvait en attendre : une réaction spontanée de centaines de milliers de Français, qui n'étaient pas venus là sur ordre d'un parti, d'une faction, ni même d'une église, même si, comme elles se le devaient, de hautes personnalités du monde politique et de la hiérarchie religieuse avaient apporté leur soutien.

Cela correspond exactement à un éveil, à un réveil de la société civile, que j'appelle de mes vœux depuis des années, et plus particulièrement depuis mai 2012, qui a scellé la faillite de la société politique, qu'elle soit de gauche pour avoir menti de façon outrancière et démagogique, ou de droite pour avoir manqué de courage, de clarté et de vision d'avenir.

“ Réveil de la société civile ”

Ce succès doit encourager tous les partisans d'une société de libertés à aller plus loin dans l'en-

gagement, en se disant que l'heure est venue du relais et du renouveau. Comme les organisateurs de la Manif pour tous, les artisans de ce sursaut n'ont besoin pour se faire entendre que de se manifester, d'entraîner les deux tiers de Français qui ne tolèrent plus que les choix décisifs pour l'avenir de la société, de l'économie, de l'éducation, soient faits par une élite qui pense que la France et les Français lui appartiennent, et qui nous impose du haut de sa superbe des principes et des politiques dont personne ne veut, car leur échec et leur vanité ont été largement prouvés. Une élite qui ment : aux enfants, aux pauvres, aux sans abri, comme aux jeunes, aux retraités, aux chômeurs. Soyez socialistes, soyez libéraux, mais dites la vérité », demandait Jacques Rueff.

“ Valeur du témoignage personnel ”

Même quand on n'est qu'un simple individu apparemment perdu dans la masse, même quand on n'est qu'un millionième dans le cortège qui s'avance, on a le sentiment du devoir accompli, de la fierté de ses convictions, et de l'espoir du succès. C'est ce sentiment que j'éprouvais dimanche dernier. Je vais continuer à marcher. Vous aussi je pense ?

**Jacques Garello**

## NATIONALISATIONS, REQUISITIONS, SPOLIATIONS

Nos confrères sont unanimes : sous l'impulsion du Président Hollande, la France a pris un tournant social-démocrate. Bien sûr, on n'a pas eu comme en 1981 un tsunami collectiviste – toutes les institutions financières et la plupart des groupes industriels ont été nationalisés à l'époque. On voulait « rompre avec le capitalisme ». Pour autant, sommes nous entrés en social-démocratie ? La cacophonie règne en haut lieu, et plusieurs ministres et élus socialistes ne manquent pas d'évoquer nationalisations, réquisitions et spoliations. Non seulement ce n'est évidemment pas libéral, mais ce n'est même pas social-démocrate.

### Nature de la sociale-démocratie

Dans la plupart des pays, on voit en gros s'affronter une droite libérale et une gauche sociale-démocrate. Républicains et Démocrates aux Etats-Unis, Conservateurs et Travaillistes au Royaume-Uni, CDU-CSU et SPD en Allemagne.

La France échappe à ce schéma. La droite y est traditionnellement étatiste et colbertiste, héritage de Louis XIV, de Napoléon et du Gaullisme avec « l'ardente obligation » du Plan. Technocratie et énararchie n'ont guère arrangé les choses.

A gauche, dans la plupart des pays européens la rupture des socialistes avec le marxisme est consommée depuis longtemps. Elle est intervenue entre les deux guerres dans les pays nordiques, et elle a été proclamée au congrès de Bad-Godesberg en 1959 pour le SPD allemand. En Italie, au Portugal, en Grèce ou en Espagne, les socialistes ne sont plus communistes. La gauche européenne est donc ralliée à la sociale-démocratie.

Mais de quoi s'agit-il ? Dans la théorie des systèmes économiques, on ramène les choix à trois questions : que produire, comment, et pour qui ? La social-démocratie accepte le principe de l'économie de marché : c'est le marché qui révèle les préférences des consommateurs (que produire) et qui dirige la gestion des entreprises (comment produire). Mais elle juge le marché « injuste » et cherche à « réduire les inégalités » (pour qui produire) par une

large redistribution et un appel fréquent à l'Etat-Providence (même si dans beaucoup de pays la sociale-démocratie a évolué et pratiqué de nombreuses privatisations).

On n'a jamais connu en France une telle doctrine, même si la pression de Bruxelles et la mondialisation ont conduit à infléchir la politique économique ; par exemple les dirigistes au pouvoir ont dû accepter la concurrence et l'impératif de la productivité. Cela ne suffit pas à conclure à un « tournant social-démocrate » du gouvernement Ayrault, comme on peut l'observer notamment dans trois domaines.

### Nationalisations

Le premier, c'est le retour en force du thème des nationalisations. Dès qu'un secteur est en difficulté, on voit des syndicalistes et des parlementaires réclamer à grands cris la nationalisation des entreprises concernées. Au sein même du gouvernement on trouve des partisans de cette solution, avec la figure emblématique d'Arnaud Montebourg, qui espère réussir ainsi le redressement productif. « La nationalisation temporaire est une solution d'avenir » a-t-il déclaré. Même Jacques Attali lui a rappelé que « la France n'est pas la Corée du Nord ». Passons sur l'archaïsme de la proposition qui fleure bon le temps du Front populaire, ou du tripartisme de l'après-guerre : aucun pays démocratique n'a sérieusement nationalisé depuis des dizaines d'années.

Passons aussi sur le mépris porté à la propriété privée : on est loin de la conception des grands ancêtres de 1789 et de la reconnaissance du droit de propriété comme inviolable et sacré. Dans la logique du marché, les choses sont simples : ou bien l'entreprise est rentable, et on n'a pas besoin de l'Etat, ou bien elle ne l'est plus, et on ne voit pas pourquoi elle serait soutenue avec l'argent du contribuable (la nationalisation de Florange aurait coûté au départ un milliard au moins). Nos gouvernants s'acharnent à soutenir des activités et des firmes obsolètes, condamnées par l'évolution de la demande, des goûts et des techniques. En fait, avec leurs idées, on fabriquerait encore des diligences, 90% des Français travailleraient dans l'agriculture, et le minitel concurrencerait l'ordinateur. On n'a certes pas nationalisé, mais M. Montebourg est toujours ministre et il ressort sa solution miracle à chaque occasion.

### Réquisitions

Le second domaine, c'est celui des réquisitions. C'est le cas en matière de logement. Que propose Madame Duflot ? D'honorer le droit au logement opposable en réquisitionnant les logements vides. Pas ceux de l'Etat, bien sûr, nos dirigeants tiennent à leurs palais, mais ceux des particuliers et ceux de l'Eglise, accusée de ne pas s'occuper des mal-logés, ce qui participe d'une ignorance crasse ou d'un sectarisme primaire. >>

## Nationalisations, réquisitions, spoliations (suite)

Un gouvernement social-démocrate, et a fortiori libéral, penserait à encourager la construction, en libérant des terrains, le marché, les prix, et en réduisant les obstacles administratifs qui créent une pénurie artificielle de logements. Mais avec Mme Duflot, on reste dans la grande tradition communiste avec la priorité au logement social. La loi Gayssot, dite SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains) a été encore renforcée et désormais c'est 25 % du parc immobilier qui doit être « social ».

Autre point commun avec les nationalisations : le mépris du droit de propriété. Il va de pair avec le mépris du marché : l'investissement immobilier privé est pénalisé par les subventions et les privilèges qui bénéficient aux HLM, par le contrôle des loyers, par la chasse aux plus-values et l'impôt sur la fortune.

### Spoliations

Le troisième domaine, c'est celui des spoliations. Certes, tout

impôt est une atteinte à un droit de propriété. Mais on est loin du temps où Montesquieu considérait l'impôt comme la part que l'on acceptait de verser pour protéger ce que l'on possédait (le salaire de l'Etat gendarme). Non seulement nous avons l'Etat providence, les impôts fortement progressifs et redistributifs, mais nous avons désormais la spoliation. Le Conseil constitutionnel, pourtant prudent et guère suspect d'ultra-libéralisme, l'a reconnu. La taxe à 75% en était le symbole, mais d'autres éléments plus discrets, comme l'ISF, vont dans le même sens.

Où commence la spoliation ? Au-delà de 0% d'impôts diront les uns ; à partir de 50% diront d'autres (d'où le bouclier fiscal un temps mis en œuvre sous Sarkozy ou la position pendant un moment de la Cour constitutionnelle allemande). Mais pourquoi 50% ? On peut donc discuter à l'infini, mais personne ne doute qu'à 75%, voire plus, la spoliation crève les yeux et que les effets

pervers vont jouer à plein (au-delà du folklore Depardieu, combien de Français « votent déjà avec leurs pieds » ?).

En fin de compte, si le gouvernement semble avoir renoncé à nationaliser, réquisitions et spoliations sont bien à l'ordre du jour. A la différence des sociaux-démocrates de tous pays, les socialistes français sont toujours dans une logique de lutte des classes, avec la haine des riches et de la propriété privée. « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes » et « les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée » : deux phrases clefs du manifeste communiste de Marx et Engels. L'Humanité de jeudi dernier s'en réclamait. Nombreux, au gouvernement et au Parlement, ceux qui s'activent en ce sens.

Jean Yves NAUDET

## Montebourg et les nationalisations

« Quand le marché est défaillant, c'est l'Etat qui prend le relais »

C'est ce qu'a déclaré hier (vendredi 18) notre Ministre du Redressement productif dans une interview à BFM TV. Ses propos viennent justifier les craintes de Jean Yves Naudet, mais ils nous en disent aussi beaucoup sur la philosophie de nos socialistes.

C'est comme si notre ministre s'adressait ainsi : « Vous n'achetez pas assez de Peugeot et de Renault. L'Etat va donc prendre en charge l'industrie automobile française, et payer pour les voi-

tures que vous n'avez pas voulu acheter ». Mévente : c'est ce que Montebourg appelle la « défaillance du marché ». Subventions et impôts pour les financer : c'est ce que Montebourg appelle la prise en charge par l'Etat.

Et le Ministre de rappeler deux évidences : l'une c'est qu'Obama a sauvé l'automobile américaine (bien qu'il s'agisse d'une décision et d'une subvention de Bush), l'autre c'est que « l'Etat est de retour ».

Le retour de l'Etat : voilà une belle découverte. Mais elle avait été déjà faite par le précédent président, et par le G 20 qu'il avait présidé. Ils n'avaient pas compris ou voulu comprendre que la crise était due à l'intervention de l'Etat, et que l'on ne pouvait s'en sortir qu'avec un retrait de l'Etat. Montebourg nous propose aussi une nouvelle approche de la subsidiarité : l'Etat ultime recours ! •

## Flexisécurité : cet accord est-il historique ?

*Il reste dans la grande tradition française. Il appelle une suite, mais laquelle ?*

**S**i l'on s'en tient aux apparences, l'accord passé vendredi dernier 11 janvier (dont les termes nous sont parvenus trop tard pour les commenter dans notre dernier numéro) a des allures révolutionnaires. Trois éléments de flexibilité y sont visibles : le « maintien dans l'emploi » (appelé ailleurs chômage partiel, c'est-à-dire la possibilité de sauver des emplois en diminuant les salaires), « la mobilité interne » (l'obligation des salariés d'accepter les changements d'affectation en cas de suppression de postes) et enfin l'homologation des plans sociaux (à la différence de l'autorisation administrative de licenciement inventée par les socialistes en 1981, il s'agit d'un visa de contrôle juridique donné par un juge a posteriori, une fois le plan établi par l'entreprise). Quant à la sécurité offerte aux salariés, elle consiste dans ce contrôle judi-

ciaire assorti de sanctions pénales, et dans la création d'une complémentaire santé couvrant 4 millions de personnes et financée par les entreprises.

**M**ais, quant au fond, on reste dans la tradition française : celle du « droit du travail », qui déroge au droit commun, notamment au droit du contrat et au droit de propriété. La vraie flexibilité est celle d'un libre marché du travail, avec libre contrat personnel entre employeur et employé, fixant durée du contrat, conditions de travail, salaire et autres avantages. La négociation collective est possible, mais sûrement limitée à l'entreprise (c'est une des lois Hartz en Allemagne).

Dans la tradition aussi le fait de suspendre le vote d'une loi à un accord entre « partenaires sociaux ».

**C**omme le fait remarquer le professeur Feldman, administrateur de l'ALEPS (dans un article paru sur le site irefeurope.org), ou bien les relations de travail relèvent du droit des contrats et le législateur n'a rien à y faire, ou bien elles relèvent de la loi, et celle-ci ne peut être suspendue à un accord corporatiste.

Enfin, il ne fait aucun doute que c'est la totalité du marché du travail qu'il faut libérer, en particulier en ce qui concerne les fameuses « charges sociales », c'est-à-dire la Sécurité Sociale. François Hollande s'est empressé de reprendre l'idée de la « constitutionnalisation du dialogue social ». Il fixe un autre grand rendez-vous social en juillet. Avec un accord sur les retraites : lequel ? A suivre... •

## Vent de sable sur l'Islam

*Pleine confusion sur les événements, mais aussi sur la diplomatie française*

**A** l'heure où nous mettons sous presse nous sommes en pleine confusion sur ce qui se passe sur les territoires du Mali et de l'Algérie (In Amenas). Les journalistes se plaignent amèrement de manquer d'informations fiables. Mais d'une part une guerre ne livre ses secrets qu'avec décalage, d'autre part il existait jadis des journalistes de guerre qui étaient sur le terrain alors que nos experts actuels attendent les nouvelles sur leur ordinateur.

Il y a pourtant des confusions qui ne relèvent pas du manque d'information, mais du caractère illisible des intérêts et des diplomaties en jeu. Pour commencer que veut faire le gouvernement algé-

rien ? On a parlé (Les Echos) de « bain de sang » à In Amenas ; et Alger n'a pas eu d'état d'âme pour les otages – ce qui peut se lire comme de la fermeté ou de la barbarie.

**E**t le gouvernement français ? Voilà des années que notre diplomatie est illisible, et il serait injuste de mettre l'affaire du Mali au seul passif ou actif de François Hollande. Les Israéliens sont nos amis, mais nous reconnaissons l'Etat Palestinien. Nous avons été en première ligne pour chasser Kadhafi, mais les terroristes du Mali viennent de Libye. Et Henri Guaino, naguère conseiller du précédent Président, évoque la possibilité « d'une erreur de jugement sur les prin-

temps arabes ». Les islamistes ont les mêmes intentions et les mêmes soutiens au Mali, en Syrie et en Afghanistan. Mais nous nous retirons d'Afghanistan et nous sommes en tête de la croisade anti El Hassad protecteur de la minorité chrétienne, tandis que nous chassons les islamistes du Mali. Nous voulons rompre avec la « France Afrique » mais nous sommes les premiers à intervenir à la demande du gouvernement malien.

**P**uisse la tempête de sable sur le Sahara se dissiper et nous laisser découvrir un paysage apaisé par la défaite du terrorisme et de l'activisme islamiques, en Afrique comme ailleurs. •

*Nous voici parvenus à la fin de cette série d'articles que j'ai consacré à la connaissance du socialisme. Evidemment il suffit de se reporter à l'actualité pour voir les dégâts que le socialisme est capable de faire dans une société et dans une économie. Mais il en est ainsi à cause des racines profondes de la philosophie socialiste, et non par hasard ou parce que l'on est en période de crise. L'oubli voire le mépris de l'individu et la préférence donnée au collectif, la volonté de bâtir rationnellement une société parfaite, la condamnation de la propriété privée et de la libre entreprise, le mirage de la « justice sociale » : autant d'éléments du socialisme qui expliquent qu'il mène à la ruine, à l'arbitraire et à la haine.*

*Maintenant, la question est celle-ci : dans des peuples comme le nôtre immergé dans le socialisme depuis des décennies, ne finit-on pas par faire du socialisme sans le savoir ?*

*Je voudrais répondre à cette question en relevant certains traits de la vie française au cours de ces quelques dernières décennies.*

<b>Disposition ou législation</b>	<b>Socialisme inhérent</b>	<b>Résultat</b>
<b>a) dans le domaine économique</b>		
Progressivité de l'impôt	Atteinte au droit de propriété Egalitarisme, redistribution	Pénalisation de la réussite Exil fiscal, chômage
Code du travail	La loi substituée au contrat Négociations collectives	Rigidité, chômage Privileges syndicaux
Politique conjoncturelle	Sous-consommation ouvrière Justice sociale	Inflation et chômage Déficits publics
Planification, banque publique d'investissement	Le marché est myope L'Etat prévoit à long terme	Gaspillage des ressources Bureaucratie envahissante
Logement social (loi SRU)	Exploitation des locataires Habitat collectif	Crise du logement Ghettos
Services publics	Défaillance du marché Egalité et gratuité	Irresponsabilité, grèves Déficits publics
Concentration, pôles d'excellence	Concurrence sauvage Organisation centralisée	Innovation bloquée Bureaucratie
<b>b) dans le domaine juridique</b>		
Positivism juridique	La loi, produit du législateur	Arbitraire et incertitude du droit
Harcèlement textuel	Nécessaire régulation du marché Organiser la vie quotidienne	Paralysie de l'activité Totalitarisme
Juridictions d'exception	Les magistrats complices du Pouvoir, justice sociale	Inégalités et privilèges Justice de classe
Le principe de précaution (Grenelle, etc.)	Le capitalisme détruit la planète Le socialisme élimine le risque	Fiscalité verte Paralysie de l'initiative
Rétroactivité des lois	Immoralité de l'enrichissement	Instabilité et arbitraire
Taxation des plus values	Retour à l'égalité	Exil fiscal
Délinquance	Sous produit de la société	Criminalité accrue
<b>c) dans le domaine sociétal</b>		
L'école unique	Egalité, justice sociale On fabrique l'homme nouveau	Inadaptation de l'école à l'enfant L'école privée contrôlée
La culture subventionnée	L'argent privé dénature l'art Plus de conformisme	Gaspillage et népotisme Mépris du public
La famille détruite	Le gender, un choix social Egalité de toutes les familles	Mariages « pour tous » Familles uni parentales

Bien entendu, l'exercice auquel je viens de me livrer n'a prétention ni à l'exhaustivité ni à la précision. Mais il appelle un commentaire : ces dispositions, ces lois, qui pour l'essentiel sont postérieures à 1945, ne sont-elles pas entrées dans les mœurs ? Sans aucun doute les hommes politiques de droite comme de gauche ont réellement fait du socialisme avec persévérance, avec inconscience.

Dans son article « The intellectuals and socialism », Friedrich Hayek explique très bien quelle fascination les idées socialistes exercent sur les penseurs et, à travers eux, sur les dirigeants puis sur l'opinion publique. Il distingue avec soin ceux qui ont des idées et ceux qui les diffusent.

## Les intellectuels

Les « intellectuels », tels qu'il les définit, sont des penseurs de seconde main, des « revendeurs d'idées », suivant son expression : journalistes, publicistes, enseignants, ministres, artistes, gens des médias. Ils maîtrisent les moyens de communication, mais ils communiquent sur des idées qui ne sont pas les leurs et par la force des choses ils déforment la pensée. Mais pourquoi cette déformation se fait-elle dans le sens du socialisme ?

La première raison est que les idées socialistes sont toujours présentées comme novatrices, elles ont le parfum du progrès et de la perfection : bien plus stimulant que de rendre compte de la



**Fredrich von Hayek**  
1899-1992

réalité de tous les jours, avec les succès et les échecs. La deuxième raison est que le socialisme offre une réponse globale à tous les problèmes de la société : c'est un système de pensée simple, et finalement simpliste puisqu'il élimine la complexité de l'agir humain. La troisième raison est que les recettes socialistes sont, du moins le croit-on, d'une application immédiate, elles permettent de régler les problèmes du jour et de demain (« Après moi le déluge a toujours été la doctrine des socialistes », disait Mises).

## Le socialisme est facile

Je résumerai ces arguments en disant que le socialisme est « facile ». Il est facilement assimilé par des personnes qui n'ont

pas de connaissances très étendues, mais dont l'expertise dans leur propre domaine (restreint) les autorise à s'exprimer sur ce qu'ils ne connaissent pas. Au XIXème siècle, et Bastiat l'a souvent rappelé, on opposait les « économistes » et les « socialistes » : un économiste ne pouvait être socialiste, parce qu'un homme de science ne pouvait tenir des propos utopiques. Aujourd'hui il y a peu d'économistes qui échappent au socialisme, simplement parce qu'ils ne sont plus des hommes de science, mais des brasseurs de généralités et des répéteurs.

## Courage et indépendance contre le «socialistement» correct

Il est difficile de contenir la vague qui pousse les intellectuels vers le socialisme. Il faut davantage de courage, d'indépendance, pour fuir le « socialistement correct ».

Il existe pourtant un noyau de vrais maîtres, créateurs d'idées, et j'évoquais la semaine dernière James Buchanan ; mais Mises, Hayek, Becker, Friedman et quelques autres ont eu le courage et l'indépendance de démontrer les errements du socialisme et les perspectives d'une société de libertés.

La seule façon de se délivrer du socialisme est de ne pas entendre les discours des « intellectuels », de faire preuve de courage, et de convaincre les autres. •



## L'entrepreneur et l'indigné

Philippe Hayat

Ce petit livre d'entretiens très instructif nous rappelle que deux mondes s'affrontent dans notre société : ceux qui croient en la réussite individuelle et ceux qui attendent tout de l'Etat.

D'un côté, Philippe Hayat, entrepreneur et fondateur de l'association « 100 000 entrepreneurs ». De l'autre, Gilles Vanderpooten, jeune salarié du milieu associatif, militant et co-auteur avec Stéphane Hessel du manifeste « Engagez-vous ! ». Le modérateur est une journaliste de la revue Challenges, Jeanne Dussueil. L'entrepreneur se méfie de l'« indignation » des jeunes aujourd'hui. S'indigner ne veut pas dire grand-chose si ce n'est désigner des coupables faciles : les patrons, les banques, les marchés financiers, etc. A force de s'indigner, ils oublient leurs propres responsabilités. Lorsqu'ils s'indignent contre la réforme des retraites de 2010, les lycéens font preuve d'une naïveté déconcertante et d'un manque de jugement évident. A l'heure où l'on se prépare à réussir dans la vie, certains ont choisi de « lutter pour préserver les retraites » sachant qu'une fois salariés ils vont payer de plus en plus pour une retraite par répartition en faillite. « Pour un jeune, cette démarche est suicidaire », dit justement Philippe Hayat. « Il faudrait, au contraire, l'aider à prendre sa vie en mains, malgré l'imperfection du monde »....

Son interlocuteur, le jeune indigné Gilles Vanderpooten, veut changer le monde « d'une manière plus ou moins radicale ». Il ne le dit pas ce qu'il veut en faire mais il rejette la croissance et croit en l'utopie et en l'avènement d'une nouvelle société. Celle de l'« homme nouveau » qui a déjà fait des dizaines de millions de morts ? Il ne croit pas à « la moralisation du capitalisme » et c'est pourquoi il faut tout changer. Ses paroles s'enchaînent comme le crépitement d'un fusil...

Philippe Hayat a les pieds sur terre. C'est l'entrepreneuriat qui peut encore sauver notre économie. Et c'est ce qu'il faudrait dire aux jeunes : Entrez ! La France compte aujourd'hui plus de 3 millions d'entreprises dont 4 700 seulement dépassent 250 salariés. En Angleterre c'est deux fois plus d'entreprises, avec plus de 250 salariés et en Allemagne, trois fois plus !

L'indigné attend davantage de l'Etat et des politiques. Il veut du « social ». Mais « entreprendre et innover, c'est aussi faire du social » lui rétorque à juste titre l'entrepreneur. « Un entrepreneur qui réussit est aussi un entrepreneur social ! L'argent n'est pas son unique moteur. Contrairement aux idées reçues, c'est bien son désir d'épanouissement et d'indépendance, plus que l'appât du gain, qui a provoqué son déclin entrepreneurial ». Contrairement aux clichés marxistes, de nombreux entrepreneurs se rémunèrent après leurs salariés et souvent il ne reste rien dans les caisses. D'autres gagnent beaucoup d'argent qu'ils réinvestissent ou qu'ils donnent à des fondations.

D'un côté il y a donc ceux qui croient en l'individu et, de l'autre, ceux qui misent sur la rédemption collective. L'Histoire a déjà montré que la manipulation des masses a pris le visage de la Terreur.

*Bogdan Calinescu*

*L'entrepreneur et l'indigné, Ellipses, 2012*



### Les forums s'organisent L'ALEPS sur le pied de guerre

Le Conseil d'Administration de l'ALEPS s'est réuni à Mac Mahon mercredi dernier 16.

Il a fait un constat et pris plusieurs décisions.

Le constat : succès de la campagne, en particulier de celle qui a été menée dans La Nouvelle Lettre : près de 60 contacts pour la création de forums, dont des adhésions marquantes comme celle des Cercles Bastiat, et plus de 100 commandes de documentation, servies par colis postal depuis la semaine dernière.

Les décisions :

1° la constitution d'une association portant le nom ou le sous titre de « Forum » est optionnelle, l'important étant la liaison entre les divers groupes organisant des forums ;

2° la liaison sera facilitée par l'ouverture d'un site, qui sera disponible début février, un webmaster sera en poste pour assurer la liaison ;

3° une première liste de conférenciers sera publiée ; déjà certains administrateurs ont formellement accepté d'y figurer : Fred Aftalion, Jean Philippe Delsol, Jean Philippe Feldman, Jacques Garello, Georges Lane, Bertrand Lemennicier, Henri Lepage, Patrick Simon, Benoîte Taffin. Il est confirmé que les frais de déplacement et d'hébergement sont à la charge des organisateurs de forums, et que les conférences peuvent s'accompagner de ventes d'ouvrages (des auteurs ou de la Sefel).

En route pour le succès !

